

Étude de cas :

**Mise en œuvre d'interventions  
orientées sur la nutrition pour  
améliorer la sécurité alimentaire et  
nutritionnelle au Kenya et au Honduras**



## INTRODUCTION

Les interventions orientées sur la nutrition sont des interventions dont l'objectif principal n'est pas la nutrition, mais qui ont le potentiel d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires.<sup>1</sup> Ces programmes sont mis en œuvre dans des secteurs complémentaires à la nutrition, tels que l'agriculture et l'éducation, et sont conçus pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la malnutrition. Les initiatives décrites dans cette étude de cas visent à atteindre cet objectif en augmentant la disponibilité, l'accès à la nourriture et la consommation de nourriture au sein des populations ciblées.

Les jardins familiaux favorisent la production de fruits et légumes riches en nutriments poussant facilement dans les conditions locales. Les membres du foyer, en particulier les femmes, sont formés à la culture et à l'élevage du bétail. De telles interventions ont montré des augmentations prometteuses de la production alimentaire et de la diversité alimentaire.<sup>2</sup> Bien que les preuves de l'impact nutritionnel soient limitées, les jardins potagers peuvent avoir un impact indirect sur la nutrition : en augmentant les revenus et le pouvoir d'achat des ménages, en permettant l'autonomisation des femmes dans la société et en permettant une disponibilité accrue de la nourriture sur les marchés lorsque le surplus du potager est vendu.<sup>3</sup> Dans cette étude de cas, nous explorons ce type d'initiative au Kenya.

Nous explorons également une initiative orientée sur la nutrition dans la région du Corridor Sec du Honduras, où une alliance multidonateur a été établie dans le but de réduire la pauvreté et la malnutrition grâce à des investissements stratégiques dans les communautés vulnérables. L'initiative vise à (a) atténuer les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition en augmentant la résilience des petits agriculteurs ; et (b) maximiser les approches intégrées pour augmenter la productivité des petits exploitants et la génération de revenus grâce à des systèmes alimentaires plus durables.

1 Tel que défini par le cadre SUN.

2 Olney DK, Talukder A, Iannotti LL, Ruel MT, Quinn V. Assessing impact and impact pathways of a homestead food production program on household and child nutrition in Cambodia. *Food Nutr Bull.* 2009;30(4):355-69.

3 <https://bmcnutr.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40795-018-0238-7>

# Kenya : Initiative « Un Million de Jardins Potagers »

## INFORMATION GÉNÉRALE ET CONTEXTE

Le Kenya a rejoint le Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) en 2012.

Le gouvernement kenyan s'est engagé à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui constitue un droit fondamental inscrit dans la constitution du pays. Le Kenya est en bonne voie pour atteindre de nombreux objectifs nutritionnels fixés par l'Assemblée Mondiale de la Santé (AMS). Cependant, 26 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, 11 % d'insuffisance pondérale et 4 % d'émaciation. Ces chiffres sont exacerbés par des pratiques sous-optimales de nutrition maternelle et d'alimentation des enfants,<sup>4</sup> et par les urgences liées à la sécheresse qui affectent de façon répétée certaines régions des terres arides et semi-arides du pays. En outre, la pandémie de COVID-19 a eu des effets néfastes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des ménages, par le biais de réductions de revenus, d'une plus grande insécurité de l'emploi et d'une perte de pouvoir d'achat.<sup>5</sup>

Pour répondre aux préoccupations relatives à la durabilité de la production alimentaire, aux chaînes d'approvisionnement alimentaire et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et des Coopératives (le ministère de l'Agriculture) a lancé l'initiative Un Million de Jardins Potagers en avril 2020. L'objectif de cette initiative multisectorielle et multipartite (entreprise en collaboration avec le ministère de la Santé et d'autres parties prenantes)<sup>6</sup> est de permettre à un million de producteurs de jardins potagers dans les zones urbaines et périurbaines du Kenya de réduire la malnutrition et la faim grâce à un meilleur accès à des aliments nutritifs. En encourageant les ménages vulnérables à adopter le système d'agriculture maraîchère, l'initiative vise à contribuer à parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'un des quatre piliers du programme Big Four du gouvernement.



### Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- Profiler et identifier le soutien aux ménages vulnérables touchés par la pandémie de COVID-19.
- Soutenir le million de ménages vulnérables ciblés, avec des intrants subventionnés au cours de la période cible.
- Soutenir la valeur ajoutée, la transformation et la commercialisation des excédents.
- Appuyer les agroentreprises dirigées par des jeunes pour soutenir la chaîne de valeur et créer des emplois.
- Renforcer les capacités des communautés sur différentes technologies de culture potagère, de production végétale et animale, d'utilisation des produits agricoles, de conservation et de commercialisation.
- Former les communautés aux meilleures pratiques nutritionnelles, parmi lesquelles l'hygiène et la manipulation des aliments, la cuisine et une alimentation équilibrée.
- Développer un suivi et un recueil de données solides, ainsi qu'un système de rapport, pour assurer la transparence, la responsabilité et l'évaluation des résultats.

4 Profil des pays SUN, 2021.

5 <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/kenya-situation-report-edition-3-covid-impact.pdf>

6 Dont le National Business Compact on COVID-19, qui complétera le projet en fournissant une communication stratégique sur les aspects de la disponibilité, de l'accessibilité et de la nutrition des aliments, conformément aux directives COVID-19 sur la nutrition et les régimes alimentaires sains.

# Financement et partenariats

Le ministère de l'Agriculture a rassemblé 500 millions de shillings kenyans (4,6 millions de dollars) pour soutenir l'initiative Un Million de Jardins Potagers, en fournissant des kits potagers (séchoirs solaires, filets d'ombrage et assortiment de semences potagères) à 223 000 ménages dans 21 comtés. Ce budget court jusqu'en juillet 2022, avec un financement fourni par la Banque Mondiale, le Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (GAFSP)<sup>7</sup> et le gouvernement du Kenya.

Le projet est mis en œuvre en partenariat avec le National Agriculture Rural Inclusive Growth Project (NARIGP), le Smallholder Irrigation and Value Addition Project (SIVAP) et le Kenya Climate Smart Agriculture Project (KCSAP), qui travaillent en étroite collaboration avec les comtés pour identifier les bénéficiaires. Dans le cadre de la phase I du projet, plus de 200 000 ménages ont été soutenus, par le biais de plusieurs subventions :

- 19 750 bénéficiaires dans 21 comtés grâce à des subventions du NARIGP.
- 15 000 bénéficiaires dans 11 comtés via le SIVAP.
- 171 992 bénéficiaires dans 24 comtés via le KCSAP.

La phase II commencera en octobre 2021, avec un objectif de 230 000 ménages supplémentaires à soutenir par le biais du SIVAP, dans 21 comtés.

Il est prévu que l'initiative couvre les 47 comtés du Kenya à mesure qu'elle sera étendue. Le financement des autres comtés est assuré par la Banque Mondiale, via des subventions que les comtés peuvent demander par l'intermédiaire d'un fournisseur de services privé.

## Processus

Pour présenter les différentes technologies disponibles pour une utilisation dans différentes zones agroécologiques, un site de démonstration et d'apprentissage a été mis en place à Kilimo House, le siège du ministère de l'Agriculture. Le site présente actuellement 12 technologies, et est ouvert au public afin que chacun puisse découvrir les jardins potagers sur place. Des groupes de défense tels que « The Right to Food Group » sont également invités sur le site de démonstration, où ils bénéficient d'une formation. Au total, 1 056 personnes ont été formées sur le site de

démonstration depuis son inauguration en avril 2020.<sup>8</sup>

Les technologies agricoles de potager simples, biologiques et économes en eau qui y sont proposées comprennent notamment : un microjardin à étages, un jardin humide, un jardin à pneus, un jardin d'irrigation goutte à goutte simple, un jardin à cônes, un jardin en escalier, un jardin suspendu et la technique de l'aquaponie. L'élevage de petit bétail (lapins, poulets, chèvres et moutons) et de poissons est également encouragé, pour favoriser la diversité alimentaire. Le petit bétail offre l'avantage supplémentaire de fournir des engrais, mais aussi de manger des déchets de cuisine et de jardin.

En plus du site de démonstration, des [vidéos](#) explicatives, présentant chaque technique étape par étape, ont été produites pour servir d'aides à l'apprentissage et mises à disposition [en ligne](#). La préparation des aliments étant également essentielle à la sécurité sanitaire des aliments et à la conservation optimale des nutriments, des recettes simples utilisant les aliments disponibles localement ont également été élaborées. Ces ressources ont été promues par les médias. En juin 2021, 15 agents de vulgarisation (un par comté) ont été formés aux technologies des jardins potagers. Ces agents formeront chacun 45 formateurs communautaires, qui à leur tour formeront des groupes d'agriculteurs au sein des communautés.

L'éligibilité des ménages est évaluée au niveau local par le Département de l'agriculture de chaque comté, la priorité étant donnée aux ménages pauvres comptant des familles nombreuses, aux ménages monoparentaux, aux veufs et aux veuves. Les familles éligibles reçoivent un kit de démarrage comprenant un filet d'ombrage, un réservoir de 50 litres, des graines de différents légumes à feuilles et du petit bétail, par exemple des lapins et de la volaille.

### Avantages d'un potager

- Assure un approvisionnement peu coûteux, régulier et facilement accessible de légumes frais, de fruits, d'herbes, d'épices, de légumineuses et de protéines.
- Donne accès à une grande variété d'aliments qui contiennent des micro- et macronutriments vitaux.
- Fournit une source importante de nourriture et de revenus aux ménages pauvres dans les zones périurbaines et urbaines.
- Évite l'utilisation de produits chimiques.
- Peut être installé dans de petits espaces.

<sup>7</sup> The Global Agriculture and Food Security Programme.

<sup>8</sup> Données pour septembre 2020 – 31 juillet 2021.

## Sensibilisation

L'initiative Un Million de Jardins Potagers a bénéficié dès le départ du soutien d'une défenseuse issue du monde politique. Mme Anne Nyaga, secrétaire administrative en chef du ministère de l'Agriculture, a dirigé le plaidoyer sur le projet, aidant à sensibiliser et à mobiliser des ressources. Avec l'aide de chaînes de télévision nationales, elle a mené une campagne médiatique pour promouvoir l'initiative, plus particulièrement pendant la période du confinement, où les populations étaient à leur domicile.

Une sensibilisation a également été menée dans d'autres secteurs, par le biais de comités techniques mensuels. La collaboration multiacteur a abouti à l'élaboration d'un manuel de formation sur l'agriculture orientée sur la nutrition avec la FAO et d'autres partenaires.

« Il a été prouvé que les jardins potagers étaient l'un des moyens les plus simples et les plus rapides pour les ménages de s'assurer un approvisionnement bon marché, régulier et pratique de légumes frais, de fruits, d'herbes, d'épices, d'œufs et de viande. Des jardins potagers bien planifiés garantissent également l'accès des ménages à une alimentation saine, composée des macronutriments et micronutriments nécessaires, car on peut y produire de nombreux types d'aliments différents. » **Mme Anne Nyaga, Secrétaire administrative en chef, ministère de l'Agriculture.**

## Implication des jeunes

Le programme est intégré aux initiatives prévues pour les jeunes, via leur implication dans la mise en place de technologies de culture potagère et comme moyen d'assurer l'accès à des activités génératrices de revenus. Des groupes de jeunes ont été mobilisés à travers le réseau de la société civile SUN. Vingt-cinq jeunes leaders ont bénéficié d'une formation donnée par des formateurs du gouvernement, ainsi que de la possibilité de mettre en place un jardin de démonstration présentant l'une des technologies de culture potagère. Le programme pour les jeunes vise à faciliter l'expansion du projet, auprès de jeunes engagés et énergiques qui reprennent l'initiative dans leurs communautés.

9 Les quatre K signifient « Kuungana, Kufanya, Kusaidia Kenya » en kiswahili, ce qui se traduit à peu près par : « se rassembler, agir, aider le Kenya.

Des écoles à travers le Kenya sont également engagées et plusieurs jardins scolaires ont déjà été créés, par exemple le jardin « Olympic High School », qui permet aux élèves d'en apprendre davantage sur l'agriculture et qui sert de jardin de démonstration pour les communautés environnantes. Ce jardin est resté fonctionnel malgré les fermetures d'écoles, permettant aux élèves de continuer à travailler dans le jardin pour produire des légumes et gagner un peu d'argent grâce à leur vente. Un manuel pour les écoles, comprenant à la fois des informations sur les potagers et la nutrition, a été développé en collaboration avec le ministère de la Santé et le ministère de l'Éducation, et sera déployé d'ici la fin septembre 2021. De plus, grâce au soutien du président et de la secrétaire administrative en chef, les clubs scolaires 4K existants<sup>9</sup> seront redynamisés et incluront les technologies de nutrition et de culture potagère à leurs programmes.

## Enseignements tirés et meilleures pratiques

- Le fait de pouvoir compter sur une défenseuse de l'initiative au niveau politique était essentiel pour conduire le programme, sensibiliser et mobiliser les ressources.
- La sensibilisation est un processus continu si l'on souhaite que les objectifs soient atteints dans tous les domaines. Elle doit nécessairement être incluse au budget.
- Les étapes clés du projet comprennent l'identification des technologies applicables aux différentes zones agroécologiques, un site modèle de jardin potager et la mobilisation des ressources.
- Une stratégie globale de suivi et d'évaluation s'appuyant sur des données désagrégées doit être intégrée dès la phase de conception.
- Les approches orientées sur la nutrition nécessitent une implication multisectorielle et multipartite (médias et société civile compris). La sensibilisation dans tous les secteurs est vitale.

# Honduras : L'intégration des objectifs nutritionnels à la gestion territoriale de la sécurité alimentaire dans le Corridor Sec

## INFORMATION GÉNÉRALE ET CONTEXTE

Le Honduras a rejoint le Mouvement SUN en 2019.

Le Honduras est l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique en Amérique centrale et fait partie de la zone géographique appelée « Corredor Seco d'Amérique centrale ». Bien que cette zone soit sensible à la sécheresse, de nombreux ménages pauvres dépendent de l'agriculture pour leur subsistance.<sup>10</sup> En 2014, l'Alliance pour le Corridor Seco (ACS) a été créée pour fournir une plateforme opérationnelle aux stratégies nationales visant à promouvoir la résilience alimentaire et nutritionnelle. Cette étude de cas vise à décrire trois approches à cet égard : a) l'intégration des objectifs nutritionnels à la planification municipale selon une approche territoriale ; b) le développement de modèles agricoles orientés sur la nutrition ; et c) le partenariat multidonateur.

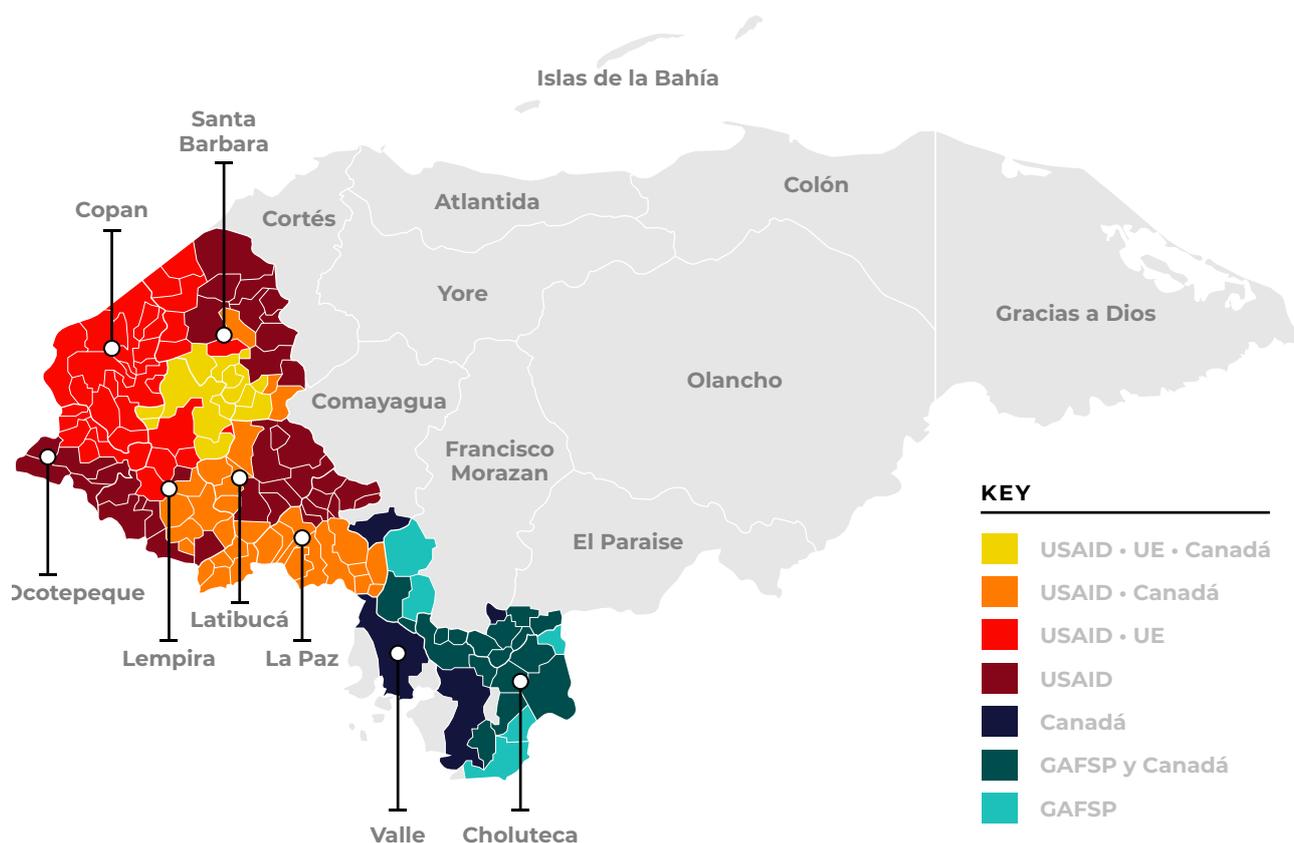


Figure 1 : Alianza para el Corredor Seco, couverture géographique par sources de financement, Honduras 2021.

L'initiative a été mise en place dans les départements de Copán, Ocotepeque, Santa Bárbara, Lempira, La Paz, Intibucá, Choluteca et Valle, entre 2014 et 2021.

Sur la carte, la couverture géographique du programme soutenu par différents donateurs.

<sup>10</sup> <http://www.fao.org/americas/prioridades/corredor-seco/es/>

## Les trois approches

L'ACS du Honduras est une alliance multidonateur visant à réduire la pauvreté et la malnutrition grâce à des investissements stratégiques dans les communautés vulnérables de régions spécifiques du pays. Sa stratégie centrale vise à atténuer les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et à maximiser les approches intégrées pour augmenter la productivité des petits exploitants et la génération de revenus grâce à des systèmes alimentaires plus durables.<sup>11,12</sup>

L'objectif de **l'approche relative à l'agriculture orientée sur la nutrition** était de renforcer la résilience des petits agriculteurs en améliorant leur accès à l'information, à la technologie appropriée, aux intrants agricoles, aux outils et aux crédits pour la diversification des cultures et le passage à des cultures à haute valeur nutritionnelle, comme le maïs biofortifié, les haricots et les patates douces. Une aide alimentaire a également été fournie pendant les mois les plus critiques de la famine saisonnière<sup>6</sup>. Les petits producteurs ont également été soutenus dans l'intégration aux chaînes de valeur et le renforcement des marchés locaux.

La diversification des cultures a été complétée par des programmes sur l'accès à l'eau potable, l'éducation nutritionnelle et l'accès aux soins de santé primaires, en particulier la santé sexuelle et reproductive.<sup>13,14</sup>

Le fait d'intégrer la question du genre, la protection sociale et une optique nutritionnelle à la programmation a apporté une valeur ajoutée en lien avec la participation des femmes et des minorités ethniques.

**L'Approche territoriale** avait pour objectif de réaliser des synergies dans la gestion des ressources naturelles, et dans l'atténuation des risques climatiques, sociaux, économiques et démographiques communs à plusieurs municipalités. Ces municipalités ont lancé une programmation conjointe basée sur une modalité associative appelée « mancomunidades ». Les mancomunidades, ou association de municipalités, sont des entités territoriales locales, auxiliaires et subordonnées aux municipalités membres. Elles sont soumises à des lois et règlements publics de gestion des programmes, des projets et des services prioritaires, qui permettent à ses membres d'aborder conjointement les problèmes qui

affectent un territoire partagé. Les Conventions municipales qui approuvent la création de ces associations sont des normes ayant force de loi dans leur territoire correspondant. Elles ont donc la nature d'instruments juridiques municipaux qui définissent une communauté.<sup>15</sup>

### Voies d'impact relatives à l'agriculture orientée sur la nutrition

- Accès à des aliments nutritifs produits dans le cadre de programmes de diversification agricole.
- Augmentation des revenus résultant de l'intégration des producteurs au marché.
- Priorisation des communautés en fonction de la prévalence de la malnutrition chronique.
- Amélioration du contenu nutritionnel des aliments produits dans des sols en conservation.
- Redéfinition des programmes d'alimentation scolaire sous forme d'espaces locaux de distribution d'aliments nutritifs.

Les voies d'impact de l'intégration des objectifs de nutrition à cette programmation territoriale comprenaient :

- Formulation de politiques publiques pertinentes pour les résultats nutritionnels au niveau infranational.
- Intégration des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle aux systèmes d'information municipaux.
- Adoption d'une stratégie d'investissement (plutôt qu'une gestion des subventions) à fort impact nutritionnel dans les zones économiquement en retard.
- Des interventions basées sur le lien entre le développement et les réponses d'urgence aux risques climatiques, notamment protection des ressources naturelles et création de réserves stratégiques de céréales.

11 <https://sgpr.gob.hn/ODS/Home/IniciativasVista/27>

12 [https://www.enonline.net/attachments/3405/NEX-13\\_p26-27\\_Honduras.pdf](https://www.enonline.net/attachments/3405/NEX-13_p26-27_Honduras.pdf)

13 <http://www.eurosan.hn/wp-content/uploads/2021/05/Informe-ano-4-PP-Eurosan-Occidente.pdf>

14 [https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/nutrition-case-study-honduras\\_es.pdf](https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/nutrition-case-study-honduras_es.pdf)

15 <https://www.amhon.hn/mancomunidades>

Les **partenariats multidonateurs** visaient à aller au-delà de la coordination entre les secteurs pour atteindre la complémentarité des donateurs et des agences de coopération. L'impact de cette approche s'est traduit par une efficacité accrue de l'aide, via la réduction des coûts de fonctionnement indirects et des dépenses associées aux multiples processus bureaucratiques ; le renforcement du dialogue entre la coopération locale et internationale ; et par l'allocation des budgets à deux domaines stratégiques : le soutien à la gouvernance de la nutrition et la promotion de la programmation conjointe sur le territoire.

## Acteurs et financement

La programmation dans les territoires est mise en œuvre sous la direction des municipalités, en tant qu'unité minimale de gestion de l'État au niveau infranational. Celles-ci ont à leur tour été coordonnées en plateformes de programmation conjointe. Des unités municipales pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des comités d'urgence ont été mis en place pour soutenir les opérations du programme. Ces comités constituaient le noyau de tables rondes de concertation et de coordination opérationnelle, auxquelles la société civile et le secteur privé étaient intégrés.

Le financement a été acheminé par des fonds de coopération internationale et associé à un financement de contrepartie du gouvernement du Honduras. Le financement est venu de l'Union européenne (EUROSAN), du gouvernement du Canada et du gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire de l'USAID et du GAFSP. Le montant total de la subvention est estimé à près de 300 millions de dollars.

## Progrès et réalisations

La diversité des cultures et du régime alimentaire a été renforcée. La consommation alimentaire a augmenté pour trois groupes d'aliments, parmi lesquels les protéines à haute valeur ajoutée. Les rapports d'avancement du projet ont enregistré une diminution de la malnutrition chronique dans les zones ciblées.

La récupération des zones de marché et des foires alimentaires locales a permis d'accéder aux approvisionnements alimentaires à proximité pendant les périodes de mobilité réduite en raison de la pandémie de COVID-19. Le fait de disposer d'une réserve stratégique d'aliments de base a contribué à réduire les fluctuations de prix et l'épuisement du marché pendant cette période, et a permis de stabiliser les approvisionnements pendant les périodes d'instabilité politique.

L'analyse de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle au niveau du territoire a appuyé des décisions éclairées sur la programmation sectorielle et la définition d'objectifs et d'indicateurs nutritionnels pertinents pour la prestation de services au niveau infranational.

## Enseignements tirés et meilleures pratiques

- Les municipalités ont fourni une plateforme clé pour la coordination intersectorielle en matière de nutrition.
- La formulation de politiques publiques sur l'alimentation et la nutrition au niveau national peut être éclairée par les expériences au niveau infranational.
- L'approche de gestion intégrée permet aux « mancomunidades » d'accéder à une échelle de ressources qu'elles n'auraient pas toutes atteinte en cas de gestion individuelle.
- Améliorer la sécurité alimentaire ne signifie pas améliorer la nutrition. L'agriculture orientée sur la nutrition a permis d'améliorer la diversité du régime alimentaire et a contribué à augmenter la productivité des cultures. Cette inclusion semble plus efficace lorsqu'elle est liée à l'éducation nutritionnelle, à la promotion des soins et à l'accès à l'eau potable. L'intégration de marchés et de chaînes de valeur efficaces a renforcé l'accès à la nourriture.
- L'impact de l'agriculture orientée sur la nutrition est plus évident et plus facile à démontrer en utilisant les résultats relatifs à la consommation alimentaire et à la diversité alimentaire qu'en utilisant l'état nutritionnel (enquêtes nutritionnelles).
- Promouvoir la participation des femmes dans la mise à disposition d'accès à la nourriture est bénéfique pour elles et pour l'amélioration de l'alimentation au sein de leur foyer. Ceci peut toutefois avoir pour effet de les surcharger de petites activités, limitées à la sphère domestique.

## Facteurs favorables

- Autonomie budgétaire des organismes infranationaux.
- Des systèmes d'information qui permettent une programmation fondée sur des preuves.
- Visibilité de la nutrition via la communication.
- Systématisation des plateformes à succès.

## Défis pour la répliquabilité

- La durabilité de l'agriculture orientée sur la nutrition dans les zones soumises à de fortes pressions climatiques exige d'importants investissements dans les infrastructures et un financement à grande échelle.
- De vastes programmes systémiques, tels que ceux qui suivent une approche territoriale en matière de résilience alimentaire et nutritionnelle, devraient être en mesure de démontrer des impacts à l'échelle d'une population plus large et sur plusieurs années.
- La protection sociale doit se concentrer davantage sur des programmes sensibles à la nutrition.
- La participation des femmes est essentielle, mais comporte des risques : elle peut aboutir à les surcharger de petites activités, limitées à la sphère domestique.
- Il est plus facile d'évaluer l'impact des programmes orientés sur la nutrition lors de l'enregistrement des résultats et des processus que les impacts sur l'état nutritionnel. Des alternatives aux enquêtes nutritionnelles, telles que la surveillance nutritionnelle, doivent être encouragées et validées.
- L'industrie alimentaire et les secteurs commerciaux devraient jouer un rôle actif dans les initiatives sensibles à la nutrition qui remettent en question les programmes climatiques et d'alimentation saine.

# Conclusion

Les interventions spécifiques à la nutrition seule, même si elles sont mises en œuvre à grande échelle, ne seront pas en mesure de contribuer à atteindre les objectifs mondiaux d'amélioration de la nutrition. Il est donc impératif que d'autres secteurs contribuent également. Des programmes orientés sur la nutrition comme ceux mis en évidence dans la présente étude de cas, qui rassemblent des secteurs tels que l'agriculture, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé et le genre, sont essentiels pour lutter contre la malnutrition à grande échelle. Malgré les défis rencontrés, des initiatives comme celles des jardins potagers et le développement de modèles agricoles orientés sur la nutrition ont le potentiel d'améliorer la disponibilité alimentaire et l'accès à des aliments diversifiés et riches en nutriments, mais aussi d'améliorer la sécurité alimentaire des foyers, de renforcer l'égalité alimentaire, les revenus et l'autonomisation des femmes.

## POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE KENYA, CONTACTEZ :

**Secrétariat Scaling Up Nutrition :**

[sms@scalingupnutrition.org](mailto:sms@scalingupnutrition.org)

**Jane Wambugu, Responsable ; Agro-Nutrition**

**Département d'État pour le développement des cultures et de la recherche agricole**

[wambugujane@kilimo.go.ke](mailto:wambugujane@kilimo.go.ke)

## POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE HONDURAS, CONTACTEZ :

**Jose Lino Pacheco, Responsable ; l'unité technique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, Secrétaire national de coordination du Honduras**

[joselinopacheco@yahoo.es](mailto:joselinopacheco@yahoo.es)

**Susan López, Responsable de la nutrition ; l'unité technique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, Secrétaire national de coordination du Honduras**

[slopez@scgg.gob.hn](mailto:slopez@scgg.gob.hn)

**Héctor Ortega, Responsable ; Projet de l'UE sur la sécurité alimentaire, Nutrition et résilience dans le corridor sec (EUROSAN OCCIDENTE), Honduras**

[h.ortega@eurosan.hn](mailto:h.ortega@eurosan.hn)

ÉTUDES DE CAS PORTANT SUR DES EXEMPLES DE MEILLEURES PRATIQUES



Ce document a été produit grâce à l'appui de UK aid et du Gouvernement britannique ; cependant, les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du Gouvernement britannique